

DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Publication électronique : le 18 Novembre 2025

ARRETE DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

LA ROUTE DEPARTEMENTALE D161E4

au territoire des communes de Courrières, Hénin-Beaumont et Dourges Réglementation de la circulation Limitation de la vitesse à 70 km/h

Section hors agglomération

Le Président du Conseil départemental

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route,

Vu le Règlement Général de Voirie Interdépartemental, adopté par délibération du Conseil départemental du 22 juin 2015,

Vu l'arrêté ministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par des arrêtés subséquents,

Vu l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière,

Considérant que les accidents qui se produisent sur la route départementale D161E4, au territoire des communes de Courrières, Hénin-Beaumont et Dourges, ont eu des conséquences graves du fait de vitesses excessives combinées à la présence d'alignement d'arbres à proximité de la chaussée,

Considérant qu'il convient de prendre des mesures pour prévenir tout risque d'accidents, et le cas échéant en réduire la gravité,

Sur la proposition de monsieur le directeur de la maison du Département aménagement et développement territorial de Lens-Hénin,

***** ARRETE

ARTICLE 1: A compter de la date d'application du présent arrêté, il sera instauré une limitation de vitesse à 70 km/h dans les deux sens de circulation, sur la section hors agglomération de la route départementale D161E4 du PR 17+12 au PR 19+146 au territoire des communes de Courrières, Hénin-Beaumont et Dourges.

ARTICLE 2: La signalisation réglementaire sera mise en place par les soins et aux frais du Département du Pas-de-Calais.

ARTICLE 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil Départemental dans les deux mois suivant sa notification ou son affichage et/ou publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux, auprès du tribunal administratif de Lille, dans le même délai, ou le cas échéant, dans les deux mois suivant le rejet du recours gracieux.

ARTICLE 4:

Le présent arrêté sera publié sur le site internet du département du Pas-de-Calais.

Arras, le 18 novembre 2025 Pour le Président du Conseil départemental

Signé électroniquement par Matthieu BIELFELD Directeur de la mobilité et du réseau routier